

La crise alimentaire mondiale accélère les « délocalisations agricoles »



Un article publié par *Le Monde*, oubliant de mentionner des fonds spéculatifs comme celui de George Soros ou des banques comme Goldman Sachs, fait le point sur la convoitise grandissante, sans parler des fonds spéculatifs, de plusieurs pays cherchant à accaparer des terres agricoles à l'étranger.

D'après Jean-Yves Carfantan, auteur du *Choc alimentaire mondial, ce qui nous attend demain* (Albin Michel, 2009) : « *Fin 2008, cinq pays se distinguaient par l'importance de leurs acquisitions de terres arables à l'étranger : la Chine, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, le Japon et l'Arabie saoudite. Ensemble, ils disposent aujourd'hui de plus de 7,6 millions d'hectares à cultiver hors territoire national, soit l'équivalent de 5,6 fois la surface agricole utile de la Belgique.* »

Faute d'investissement et de hausses de productivité, certains pays deviennent fatalement dépendant d'autres pays plus disposés à produire. C'est le cas de la Corée du Sud ou du Japon qui importent déjà 60% de leur alimentation de l'étranger. C'est aussi le cas de plusieurs pays du Golfe. Le Qatar dispose de terres en Indonésie, le Bahreïn aux Philippines, le Koweït en Birmanie, etc. Autre cas flagrant, la Libye, qui vient de proposer du gaz bon marché à l'Ukraine en échange de terres agricoles. La Jordanie et la Chine s'intéresse depuis longtemps à coopérer avec le Soudan. D'ici 2010, un million de paysans chinois pourraient être installés en Afrique.

L'Europe, par ailleurs si fière de sa Politique agricole commune (PAC), commence à prendre le même chemin pour des raisons purement financières. Selon l'hebdomadaire *La France Agricole*, 15% de la surface de la Roumanie (15 millions d'hectares) serait déjà entre les mains de propriétaires originaires d'autres pays européens.

Cette politique malthusienne porte en elle la famine et la guerre. Dans bien des cas, des paysans pauvres, dépourvus de véritables titres de propriété pour les terres qu'ils cultivent, sont délogés par des cartels de l'agrobusiness ou les gouvernements avec qui ils traitent. Quand le gouvernement de Madagascar a livré 50% de ses terres agricoles au géant sud-coréen Daewoo, ce fut le scandale et la fin programmée du régime.

Ce phénomène d'accaparement des terres, rebaptisé « *délocalisation agricole* », n'est certes pas très nouveau. Il n'est que le révélateur de l'énorme détournement d'argent qui sert à sauver les banques et non les hommes. Si nous ne changeons pas la donne, il ne fera que s'accélérer sans pour autant nourrir la planète.

Documents supplémentaires :

[Video : L'agriculture avec les yeux du futur](#)

[Henry Wallace, la "révolution verte" et l'art de nourrir la planète.](#)

Mercredi 15 Avril 2009

<http://www.solidariteetprogres.org>